

L'avenir se joue dans les quartiers pauvres

Propositions de l'institut Montaigne juin 2022¹

Dans les propositions de l'institut nous n'avons retenus que celles en lien avec l'éducation.

1) Investir massivement dans l'éducation

Constat

Force est de constater que l'ascenseur social est en panne et que la méritocratie n'est qu'imparfaite dans les quartiers pauvres, tant l'origine socio-économique semble expliquer la performance scolaire des élèves. Or, l'école se doit de permettre à chacun de maîtriser a minima les fondamentaux, pour que chaque élève réussisse sa scolarité et devienne pleinement citoyen. **Osions faire table rase d'une conception égalitaire de l'éducation afin d'affirmer clairement que notre pays doit offrir plus et différemment à ceux qui ont le moins.**

• Proposition	Coût annuel €
Déployer des programmes de forte stimulation cognitive dès le plus jeune âge, grâce à un encadrement resserré en lien avec les familles. <i>Coût de la mesure estimé : expérimenté à l'échelle d'une ou deux circonscriptions sur 5 000 élèves, sur deux années,</i>	50 millions
Expérimenter divers canaux de recrutement des professeurs, notamment au sein de l'Académie de Créteil afin de pallier les problèmes de recrutement, à l'image du dispositif "Apprenti professeur"	
Proposition clé : recruter sur profil tous les enseignants des classes dédoublées afin d'affecter devant les élèves les plus en difficulté les enseignants les plus efficaces	64 millions
Proposition clé : déployer un éventail de dispositifs pour attirer les enseignants les plus efficaces dans les classes dédoublées des REP +.	
Généraliser le dispositif Mallette des parents à l'ensemble des REP, renforcer le dispositif École des parents et fournir à chaque famille des kits éducatifs.	10 millions
Inciter les enseignants à suivre une cohorte d'élèves tout au long de la scolarité élémentaire pour intensifier les relations entre les parents et les enseignants, favoriser l'individualisation des enseignements et stabiliser les équipes enseignantes au sein des quartiers.	
Proposition clé généraliser le "dispositif petit-déjeuner gratuit" dans les accueils du matin du CP au CM2 en QPV.	110 millions
Proposition clé : généraliser et pérenniser les dispositifs "vacances apprenantes".	85 millions
Diligenter une étude sur l'absentéisme des élèves et des enseignants en zone d'éducation prioritaire	

2) Refonder l'orientation en milieu scolaire

Constat

- en milieu scolaire, un dispositif global d'orientation qui ne répond pas suffisamment aux besoins des élèves et à ceux des entreprises ;
- un déficit d'acculturation au monde professionnel chez les jeunes candidats et des discriminations à l'embauche qui demeurent ;
- une politique publique de l'emploi qui n'amène pas assez les entreprises à s'engager davantage en faveur du développement économique des quartiers et de l'insertion professionnelle de leurs habitants.

Propositions	Coût
○ Proposition clé : multiplier les secteurs multi-collèges en favorisant la méthode la montée alternée et fermer les collèges où les indicateurs de ségrégation sont les plus élevés.	

¹, Parmi les personnes auditionnées, on trouve un IA-IPR, **Alain Pothet**, correspondant académique de Créteil pour l'éducation prioritaire, Ministère chargé de l'Éducation nationale

Proposition clé : dans le cadre d'un nouveau "Contrat de Solidarité Nationale", mettre en place un système de tutorat obligatoire permettant à chaque jeune issu d'un QPV d'être accompagné par un tuteur adulte	
Expérimenter l'ouverture de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) dans les lycées des QPV.	15 millions
o Élargir le champ des secteurs concernés par les clauses sociales à davantage de marchés publics et en généraliser la présence dans les contrats publics, et systématiser le recours aux facilitateurs des clauses sociales.	
Proposition clé : encourager et valoriser dans le rapport annuel de gestion soumis aux assemblées générales et dans le reporting extra-financier la communication d'informations relatives à la stratégie des entreprises à destination des quartiers pauvres et intégrer cette stratégie aux critères ESG	
Sur la base de données déjà disponibles (ex : lieu de résidence des salariés, lieu de naissance et de leurs ascendants, etc.), mesurer la diversité des entreprises, collectivités publiques, État, hôpitaux (pour les contrats de droit privé) à l'échelle de leur branche professionnelle	

3) Une pause ouverte à de nouvelles socialisation

Constat

Si l'accès à la restauration scolaire s'est massifié, beaucoup d'enfants pauvres ne vont pas à la cantine, faute de moyens. L'action sur les tarifications sociales des services de restauration doit être amplifiée. Par ailleurs, au regard des problématiques sociales dans les QPV, le temps de la "cantine" pourrait faire l'objet de nouveaux moments de partage utiles à la socialisation des enfants. Cette démarche bénéficierait notamment aux jeunes en décrochage scolaire, par l'accueil d'étudiants, d'adultes, de professeurs ou encore de retraités à déjeuner avec les enfants.

Propositions	coût
Élargir le dispositif Cantine à 1€ et étudier la possibilité de proposer un tarif à 0,5€ pour les familles les plus pauvres	367 millions
Proposition clé : repenser le temps du déjeuner à la cantine scolaire en l'ouvrant à de nouvelles socialisations bénéfiques pour les enfants des QPV, par l'accueil d'étudiants, retraités et adultes volontaires.	

4) Garantir la qualité du suivi scolaire

Constat :

Pour les élèves des QPV, davantage exposés aux problématiques de retard ou de difficultés dans les apprentissages, des dispositifs de soutien sont nécessaires et doivent être encouragés.

Propositions	coût
Proposition clé : évaluer, renforcer et généraliser le suivi des devoirs pour les élèves du secondaire dans les QPV en augmentant de 40 millions d'euros par an sur cinq ans le budget du programme "Devoirs faits" à destination des collégiens résidant en QPV.	40 millions
<i>Coût de la mesure estimé :</i>	

P.S Composition du groupe de travail de l'Institut

Présidents

- **Hakim El Karoui**, Senior Fellow à l'Institut Montaigne et Senior Partner, Brunswick
- **Olivier Klein**, maire de Clichy-sous-Bois, Président de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)

Membres du Groupe de travail :

- **Catherine Arenou**, maire de Chanteloup-les-Vignes
- **Patrick Calvar**, Senior Fellow à l'Institut Montaigne, ancien Directeur général de la Sécurité Intérieure
- **Arthur Commins**, Fellow à l'Institut Montaigne, officier de gendarmerie
- **Rémi Engrand**, Directeur de cabinet et de la communication, Ville de Chanteloup-les-Vignes
- **Olivier Galland**, sociologue, Directeur de recherche émérite au CNRS
- **François Lamy**, ancien député, ancien Ministre délégué à la Ville
- **Cécile Maisonneuve**, Senior Fellow à l'Institut Montaigne
- **Naima M'Faddel**, essayiste, conseillère politique de la ville
- **Boris Ravignon**, maire de Charleville-Mézières, président d'Ardennes Métropole, vice-président de la région Grand Est
- **Catherine Vautrin**, Présidente de la Communauté Urbaine du Grand Reims